

Conseil**C/56/4****Cinquante-sixième session ordinaire
Genève, 28 octobre 2022****Original : anglais
Date : 18 août 2022**

ÉTATS FINANCIERS POUR 2021*Document établi par le Bureau de l'Union**Avertissement : le présent document ne représente pas les principes ou les orientations de l'UPOV*

1. Les états financiers de l'UPOV au 31 décembre 2021 sont communiqués au Conseil conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/6), qui prévoit que le Conseil examine et approuve les états financiers. Les états financiers pour 2021 figurent dans l'annexe du présent document. L'annexe contient également la déclaration sur le contrôle interne de l'UPOV, signée par le Secrétaire général. Le document C/56/5 contient le rapport du vérificateur externe des comptes.

2. Les états financiers pour 2021 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption des normes IPSAS par l'UPOV, dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu").

3. *Le Conseil est invité à examiner et approuver les états financiers pour 2021.*

[L'annexe suit]

UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

États financiers pour l'année s'achevant le 31 décembre 2021

Table des matières

INTRODUCTION	2
RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE S'ACHEVANT LE 31 DÉCEMBRE 2021.....	2
Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS	2
Pandémie de COVID-19	3
Performance financière.....	3
Situation financière	5
DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR 2021	7
ÉTAT FINANCIER I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	11
ÉTAT FINANCIER II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE	12
ÉTAT FINANCIER III : ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS	13
ÉTAT FINANCIER IV : ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	14
ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON ENTRE LES CRÉDITS ALLOUÉS ET LES DÉPENSES RÉELLES 2021	15
ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON ENTRE LES MONTANTS BUDGÉTAIRES ET LES MONTANTS RÉELS 2020-2021	16
NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS.....	17
Note 1 : Objectifs, gouvernance et budget de l'Union	17
Note 2 : Principales méthodes comptables.....	18
Note 3 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	20
Note 4 : Comptes débiteurs	21
Note 5 : Prestations au personnel.....	22
Note 6 : Montants à payer	26
Note 7 : Encaissements par anticipation.....	26
Note 8 : Autres passifs courants.....	27
Note 9 : Passifs éventuels	27
Note 10 : Transactions avec une partie liée.....	27
Note 11 : Actifs nets	28
Note 12 : Rapprochement entre l'état de comparaison budgétaire (état V) et l'état de la performance financière (état II)	28
Note 13 : Recettes.....	30
Note 14 : Dépenses.....	30
Note 15 : Instruments financiers	31
Note 16 : Événements postérieurs à la date d'établissement des états financiers.....	32

INTRODUCTION

1. Les états financiers de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) pour l'année s'achevant le 31 décembre 2021 sont présentés au Conseil de l'UPOV conformément à l'article 6.5 du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV (document UPOV/INF/4/6) :

Article 6.5

- 1) Le Secrétaire général soumet les états financiers annuels pour chaque année civile de l'exercice financier au vérificateur externe des comptes au plus tard le 31 mars qui suit la fin de l'année civile correspondante.
 - 2) Dans les huit mois suivant la fin de chaque année civile, le Secrétaire général présente au Conseil les états financiers annuels et le rapport de vérification des comptes du vérificateur externe des comptes.
 - 3) Le Conseil examine les états financiers annuels. Il peut identifier des modifications quant à la part de l'UPOV dans les dépenses communes, s'il trouve que cette part n'a pas été correctement évaluée ou arrêtée par le Secrétaire général. Dans ce cas, après avoir consulté le Comité de coordination de l'OMPI, le Conseil fixe le montant de la contribution définitive.
 - 4) Le Conseil approuve les états financiers annuels, après leur vérification au sens de l'article 24 de la Convention de 1961, de l'article 25 de l'Acte de 1978 et de l'article 29.6) de l'Acte de 1991.
2. Le rapport du vérificateur externe des comptes sur la vérification des états financiers de 2021, ainsi que son opinion sur les états financiers, est également présenté au Conseil de l'UPOV conformément aux dispositions de l'article 6.5 du Règlement financier et de l'annexe II du Règlement financier et règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV.
 3. Les états financiers pour 2021 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). À sa quarante-cinquième session ordinaire, tenue à Genève le 20 octobre 2011, le Conseil a approuvé l'adoption par l'UPOV des normes IPSAS dès l'exercice financier débutant en 2012 (voir le paragraphe 9.b) du document C/45/18 "Compte rendu"). Cette décision a conduit au remplacement des normes comptables du système des Nations Unies (UNSAS), appliquées auparavant, par les normes IPSAS qui sont reconnues au niveau international.

RÉSULTATS FINANCIERS DE L'ANNÉE S'ACHEVANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Préparation des états financiers découlant de l'adoption des normes IPSAS

4. Les normes IPSAS requièrent l'application de la comptabilité d'exercice intégrale. Cette comptabilité fait intervenir la comptabilisation des transactions et des événements lorsqu'ils se produisent. Cela signifie qu'ils sont enregistrés dans les livres comptables et consignés dans les états financiers des périodes financières auxquelles ils se rapportent et non pas uniquement lors de l'entrée ou de la sortie de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie.
5. Selon les normes IPSAS, les recettes correspondant aux contributions et aux ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont comptabilisées lorsque l'UPOV a le droit de recevoir la contribution. En cas d'arriérés de contributions, un solde des sommes exigibles est présenté, mais le solde total est réduit afin de tenir compte des montants encore dus sur des périodes antérieures. Les arrangements relatifs aux ressources extrabudgétaires sont examinés afin de déterminer si l'UPOV doit satisfaire à des conditions de rendement et, le cas échéant, les recettes sont comptabilisées uniquement lorsque ces conditions sont remplies.
6. La valeur des futures prestations (par exemple les congés annuels cumulés, les primes de rapatriement et l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS)) que les fonctionnaires de l'UPOV ont gagnées mais qu'ils n'ont pas encore perçues est maintenant enregistrée afin de saisir le coût intégral d'emploi du personnel.
7. L'application des normes IPSAS n'a à l'heure actuelle aucune incidence sur l'élaboration du programme et budget, qui est toujours présenté sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée. Comme cette base est différente de la base d'une comptabilité d'exercice intégrale appliquée aux états financiers, le rapprochement entre le budget et les états financiers est fourni conformément aux exigences des normes IPSAS.

8. Les normes IPSAS imposent d'inclure des informations plus détaillées dans les notes relatives aux états financiers pour des besoins de transparence. À cette fin, l'UPOV fournit des informations relatives à la rémunération de ses principaux dirigeants.

Pandémie de COVID-19

9. Le 30 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a déclaré l'épidémie de COVID-19 "urgence de santé publique de portée internationale". L'épidémie a ensuite été déclarée "pandémie" le 11 mars 2020. La pandémie, devenue un enjeu planétaire, a eu un impact sans précédent sur l'économie mondiale. La pandémie s'est poursuivie tout au long de 2021.
10. Dès le 2 novembre 2020, l'ensemble du personnel de l'OMPI, à l'exception des personnes dont la présence sur site était requise, a repris le travail à distance en raison de la deuxième vague de la pandémie de COVID-19. En janvier 2021, le Conseil fédéral suisse a annoncé un renforcement des mesures visant à prévenir la propagation de la COVID-19, y compris une obligation de télétravail dans la mesure du possible. En mai 2021, un certain nombre de restrictions liées à la COVID-19 ont été progressivement assouplies en Suisse, et la règle de télétravail obligatoire a été transformée en recommandation. À l'instar de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), l'UPOV a décidé de continuer à faire preuve de prudence en maintenant la règle du télétravail pour les personnes dont la présence dans ses locaux n'était pas indispensable. La situation épidémiologique s'améliorant en Suisse, l'UPOV et l'OMPI ont commencé à planifier un processus graduel de retour au bureau. Il y a eu tout d'abord des petits groupes à la fin du mois de juin, dans le cadre d'une phase pilote et d'essai, puis des vagues plus importantes à partir de septembre et jusqu'à la mi-novembre. Une fois tout le personnel de retour au bureau, une nouvelle mesure a été appliquée, en vertu de laquelle toute personne entrant dans les locaux de l'UPOV et de l'OMPI devait être en possession d'un certificat COVID ou d'un document équivalent en cours de validité. Malheureusement, la situation épidémiologique a alors commencé à se détériorer en Suisse, et le nombre de personnes contaminées par la COVID-19 a atteint un nouveau sommet. Le 17 décembre 2021, le Gouvernement suisse a réintroduit l'obligation de travailler à domicile, et l'UPOV et l'OMPI ont rétabli le télétravail obligatoire.
11. Les interdictions et restrictions de voyage se sont poursuivies tout au long de l'année 2021. En termes financiers, les dépenses liées aux missions de personnel de l'UPOV ont encore diminué, passant de 26 935 francs suisses en 2020 à 2162 francs suisses en 2021. Ces montants peuvent être comparés au chiffre de 244 290 francs suisses en 2019. Les réunions et conférences officielles ont continué de se tenir en mode virtuel toute l'année. Les dépenses de l'UPOV en ce qui concerne les voyages de tiers, notamment les participants et les conférenciers, sont restées peu élevées, augmentant légèrement de 9927 francs suisses en 2020 à 11 078 francs suisses en 2021, et concernaient principalement les fonds fiduciaires. Une fois encore, ces deux montants étaient nettement inférieurs à ceux de 2019, qui s'élevaient à 93 523 francs suisses.
12. En ce qui concerne le passif de l'UPOV, la conséquence la plus notable de la pandémie a été une augmentation de 62 067 francs suisses du passif lié aux congés annuels accumulés à la fin de 2020, essentiellement en raison des membres du personnel n'ayant pas pris leurs congés prévus en 2020 compte tenu des limitations appliquées aux voyages. En raison de ces limitations, l'UPOV a augmenté, à titre de mesure exceptionnelle à compter du 31 décembre 2020, le solde maximal annuel à accumuler et à reporter en ce qui concerne les congés annuels. Cette mesure a été rapportée au 31 décembre 2021, et le passif lié aux congés annuels accumulés à la fin de 2021 est resté comparativement stable par rapport au solde de l'année précédente.

Performance financière

13. Les résultats de l'UPOV pour l'année ont affiché un déficit de 265 676 francs suisses pour un total des recettes de 4 145 503 francs suisses et un total des dépenses de 4 411 179 francs suisses, qui peut être comparé à l'excédent de 249 073 francs suisses enregistré en 2020. Ces différences de résultats tiennent essentiellement à une augmentation des dépenses de personnel et de services contractuels, partiellement compensée par des recettes plus élevées provenant des taxes UPOV PRISMA. La performance financière de l'UPOV par source de financement peut être récapitulée comme suit.

Tableau 1. Récapitulatif de la performance financière par source de financement

	Programme et budget ordinaire 2021	Fonds fiduciaires 2021	Opérations intersegments 2021	TOTAL UPOV 2021	TOTAL UPOV 2020
	<i>(en francs suisses)</i>				
TOTAL DES RECETTES	3 806 053	383 578	-44 128	4 145 503	3 912 066
TOTAL DES DÉPENSES	4 071 729	383 578	-44 128	4 411 179	3 662 993
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE	-265 676	-	-	-265 676	249 073

14. Les activités de l'UPOV sont financées principalement par trois sources : les contributions, les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) et les recettes provenant des taxes UPOV PRISMA. Les contributions s'élevant à 3 548 342 francs suisses représentent 85,6% des recettes totales de l'UPOV pour 2021. Les recettes comptabilisées provenant des contributions extrabudgétaires (fonds fiduciaires) se sont élevées à 383 578 francs suisses pour l'année, soit 9,3% du total des recettes. L'UPOV présente également des soldes à hauteur de 650 596 francs suisses provenant des contributions reçues d'avance. Ces soldes apparaissent actuellement en tant que passifs, mais seront comptabilisés comme produits l'année où les obligations correspondantes auront été satisfaites.
15. Au cours de 2017, l'UPOV a lancé l'outil de demande de droits d'obtenteur UPOV PRISMA. Cet outil de demande en ligne permet aux demandeurs de fournir leurs renseignements aux services de protection des obtentions végétales des membres de l'Union participants. L'outil de demande était mis à disposition à titre gracieux pendant une période de lancement jusqu'au 31 décembre 2019. À sa cinquante-troisième session ordinaire, le Conseil de l'UPOV a décidé d'introduire une taxe UPOV PRISMA par demande d'un montant de 90 francs suisses à compter de janvier 2020. Les recettes comptabilisées au titre des taxes UPOV PRISMA représentent 186 480 francs suisses pour 2021, soit 4,5% du total des recettes de l'UPOV pour 2021. Le nombre de demandes déposées par l'intermédiaire d'UPOV PRISMA en 2021 s'est élevé à 2508, une augmentation considérable au regard du chiffre de 221 en 2020. La décision du Royaume-Uni de faire d'UPOV PRISMA l'outil exclusif de dépôt des demandes a été le principal facteur de cette augmentation. Les chiffres du Royaume-Uni incluent un pic exceptionnel d'environ 800 dépôts de demande en raison d'une date limite transitoire en juin 2021, mais il n'est pas prévu que ce nombre de dépôts se répète dans les années à venir.
16. Les dépenses de personnel s'élevant à 2 633 734 francs suisses représentent 59,7% des dépenses totales, soit 4 411 179 francs suisses pour 2021. Elles ont augmenté de 300 586 francs suisses par rapport au chiffre de 2020 de 2 333 148 francs suisses. Cette augmentation comprend des modifications des engagements au titre des prestations à long terme dues au personnel, en particulier l'assurance maladie après cessation de service (AMCS), comptabilisées dans les dépenses de personnel. L'autre facteur notable est l'augmentation des dépenses pour les emplois temporaires qui sont passées de 28 332 francs suisses en 2020 à 168 345 francs suisses en 2021.
17. Les services contractuels s'élevant à 1 112 654 francs suisses représentent 25,2% des dépenses totales de l'UPOV pour 2021. Ces montants ont considérablement augmenté par rapport au chiffre de 643 340 francs suisses en 2020. Cette augmentation est intervenue principalement dans le domaine des prestataires de services commerciaux informatiques, pour lesquels les dépenses ont été de 379 860 francs suisses plus élevées qu'en 2020. Ces coûts étaient essentiellement liés aux dépenses de développement et de maintenance engagées pour la base de données PLUTO, pour UPOV PRISMA et pour le modèle de principes directeurs d'examen (un outil en ligne à l'intention des experts pour mettre au point des principes directeurs d'examen), ainsi que pour le système de gestion électronique de la protection des obtentions végétales (ePVP) et les travaux préparatoires en vue de la création d'un nouveau site Web de l'UPOV.

Situation financière

18. L'UPOV présente une position nette négative de 641 239 francs suisses au 31 décembre 2021, contre une position nette positive de 367 647 à fin 2020. Ce mouvement comprend le déficit de l'exercice de 265 676 francs suisses et l'incidence des pertes actuarielles liées aux engagements de l'UPOV au titre de l'AMCS, d'un montant total de à 743 210 francs suisses, et qui ont été comptabilisées dans les actifs nets. La situation financière de l'UPOV par source de financement peut être récapitulée comme suit.

Tableau 2. Récapitulatif de la situation financière par source de financement

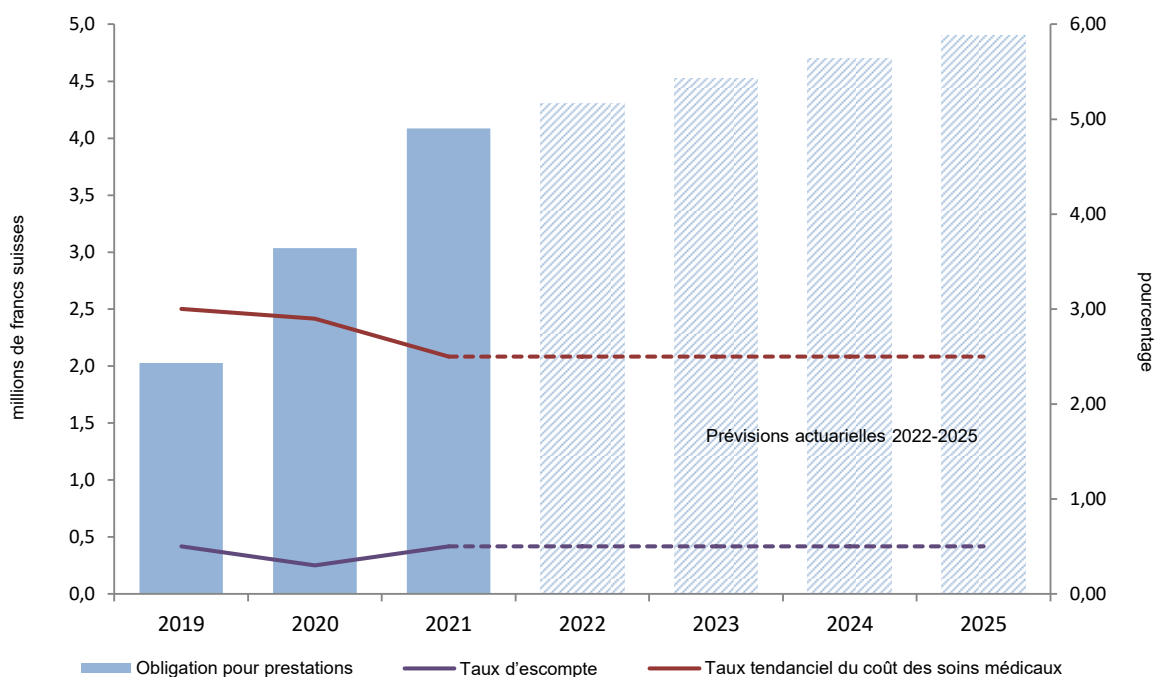
	Programme et budget ordinaire 2021	Fonds fiduciaires 2021	Opérations intersegments 2021	TOTAL UPOV 2021	TOTAL UPOV 2020
<i>(en francs suisses)</i>					
TOTAL ACTIF	4 988 719	255 705	-66 324	5 178 100	5 286 653
TOTAL PASSIF	5 629 958	255 705	-66 324	5 819 339	4 919 006
ACTIFS NETS	-641 239	-	-	-641 239	367 647

19. Le fonds de roulement net (actifs courants moins passifs courants) de l'UPOV s'élève à 3 632 810 francs suisses au 31 décembre 2021 (3 575 726 francs suisses au 31 décembre 2020). Les soldes de trésorerie et équivalents de trésorerie ont diminué de 5 099 354 francs suisses au 31 décembre 2020 à 5 074 972 francs suisses au 31 décembre 2021.
20. Le montant total des comptes de débiteurs au 31 décembre 2021 s'élevait à 103 128 francs suisses, contre 187 299 francs suisses au 31 décembre 2020. Le solde du montant total à recevoir à la fin de 2021 comprend des contributions à hauteur de 89 957 francs suisses, des soldes de taxes non perçues pour des demandes UPOV PRISMA et la base de données PLUTO de 12 507 francs suisses et des créances diverses d'un montant de 664 francs suisses.
21. L'UPOV affiche un total des engagements au titre des prestations dues au personnel d'un montant de 4 466 862 francs suisses au 31 décembre 2021, contre 3 368 415 francs suisses au 31 décembre 2020. Les obligations au titre de l'AMCS, des primes de rapatriement et des jours de congé annuel accumulés à long terme ont fait l'objet d'évaluations actuarielles. Le principal passif, qui concerne le financement de l'AMCS, s'élève à 4 085 020 francs suisses au 31 décembre 2021. Ce montant est en augmentation de 1 051 325 francs suisses par rapport au solde de 3 033 695 francs suisses au 31 décembre 2020. Ces engagements reposent sur un calcul effectué par un actuaire indépendant. Conformément aux exigences des normes IPSAS, les engagements au titre de l'AMCS comptabilisés dans les états financiers représentent la valeur actuelle de toutes les prestations futures prévues pour les retraités actuels et les personnes à leur charge, et de toutes les prestations post-emploi accumulées par les fonctionnaires en poste. En moyenne, les dépenses médicales augmentent avec l'âge, de sorte que les coûts les plus importants restent à payer dans l'avenir. Le personnel et les retraités de l'UPOV participent au régime d'assurance maladie collective de l'OMPI. Afin de gérer les coûts et les risques liés à son plan d'assurance médicale collective, l'OMPI a conclu un contrat d'assurance prévoyant le paiement d'une prime uniforme par personne pour les retraités actuels et les fonctionnaires en poste, réduisant ainsi les sommes versées au nom des retraités plus âgés par rapport aux frais médicaux encourus.
22. Le calcul des engagements au titre de l'AMCS repose sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles, notamment concernant le taux d'escompte, les taux tendanciels du coût des soins médicaux, le classement par âge des demandes de remboursement de frais médicaux, les taux de départ à la retraite et les taux de mortalité. L'évolution de ces hypothèses d'année en année engendre des gains et pertes actuariels qui sont comptabilisés dans le passif de l'état de la situation financière. Une ventilation de l'évolution de la dette due aux gains et pertes actuariels figure dans la note 5 des présents états financiers. L'augmentation du passif en 2021 est principalement due à une modification des prévisions relatives aux coûts des demandes de remboursement de frais médicaux. Pour 2020, l'hypothèse du coût des demandes de remboursement de frais médicaux a été calculée à partir des primes d'assurance maladie, en appliquant un facteur de classement en fonction de l'âge. Au cours de 2021, l'actuaire

indépendant a procédé à une analyse approfondie des données liées aux demandes de remboursement de frais médicaux et, à partir des résultats, a créé une hypothèse actualisée s'appuyant sur les demandes réelles de remboursement de soins médicaux. Il convient de noter que faire reposer l'engagement sur les coûts des demandes de remboursement n'est pas la même chose que prendre uniquement en compte des seules primes d'assurance maladie, qui sont atténuées par des coûts prévus plus faibles pour le personnel plus jeune et les nouveaux arrivants.

23. Parmi les autres changements apportés aux hypothèses actuarielles, citons une augmentation du taux d'escompte de 0,30% à 0,50%, qui a entraîné une diminution de cette obligation. Une réduction des taux tendanciels du coût des soins médicaux de 2,9% à 2,5% a également eu pour effet d'entraîner une diminution de ce passif. Le graphique suivant montre comment l'engagement au titre de l'AMCS a évolué depuis 2019, et comprend les prévisions actuarielles pour 2022-2025 (en appliquant les mêmes hypothèses que pour le calcul de 2021). Le graphique montre également comment les taux d'escompte et les taux tendanciels des coûts médicaux ont évolué depuis 2019 :

Évolution des engagements au titre de l'AMCS pour la période 2019-2025



24. Les projections relatives aux engagements au titre de l'AMCS pour 2022-2025 ne tiennent pas compte des gains ou des pertes résultant d'éventuelles modifications futures des hypothèses actuarielles, qui pourraient avoir une incidence importante sur les calculs concernant les années suivantes. L'augmentation prévue des engagements pour 2022-2025 tient compte de la composition démographique des participants au régime d'assurance maladie collective. Les prestations supplémentaires prévues au titre de l'AMCS accumulées par les fonctionnaires en poste (qui augmentent les engagements au titre de l'AMCS) l'emportent sur les prévisions de dépenses médicales pour les retraités (qui réduisent les engagements au titre de l'AMCS).
25. À sa trente-troisième session extraordinaire le 17 mars 2016, le Conseil de l'UPOV a décidé de placer sur un compte distinct les fonds alloués au financement futur des obligations de l'UPOV au titre de l'AMCS. Au 31 décembre 2021, le solde total de ces fonds s'élève à 1 030 496 francs suisses (942 891 francs suisses au 31 décembre 2020). Les fonds sont détenus sur l'un des principaux comptes bancaires de l'UPOV, mais gérés séparément des fonds d'exploitation au moyen d'une instruction de blocage actuellement en place avec la banque. L'UPOV gère les fonds au titre de l'AMCS conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements, selon laquelle ils relèvent de la trésorerie stratégique.

DÉCLARATION SUR LE CONTRÔLE INTERNE POUR 2021

Étendue de la responsabilité

En ma qualité de Secrétaire général de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), je dois répondre, conformément à la responsabilité qui m'est confiée, en particulier par l'article 5.8.d) du Règlement financier de l'UPOV, de l'établissement d'un système de contrôle financier interne assurant :

- i) la régularité des opérations d'encaissement, de dépôt et d'emploi de tous les fonds et autres ressources financières de l'UPOV;
- ii) la conformité des engagements et dépenses soit avec les ouvertures de crédits ou autres dispositions financières approuvées par le Conseil, soit avec l'objet de fonds fiduciaires déterminés et avec les règles y relatives;
- iii) l'utilisation efficace et économique des ressources de l'UPOV.

En signant la présente déclaration, je m'appuie en particulier sur les garanties qui m'ont été présentées sous la forme d'une lettre de déclaration de responsabilité par le Secrétaire général adjoint, ainsi que sur les fonctions de l'OMPI en matière de garanties, les systèmes informatiques et informations, qui m'ont été présentés dans le récapitulatif fourni par l'UPOV.

Objet du système de contrôle interne

Notre système de contrôle interne est un processus mis en œuvre par le Conseil, le Comité consultatif, le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et d'autres hauts fonctionnaires, afin de fournir des garanties raisonnables quant à la capacité de l'UPOV de réaliser ses buts et objectifs et de mettre en œuvre des politiques connexes. Le but de ce système de contrôle interne est de gérer le risque dans des limites tolérables plutôt que de l'éliminer entièrement. En tant que tel, il vise à fournir des garanties raisonnables concernant :

- la fiabilité de l'information financière – les transactions sont autorisées et correctement enregistrées et les erreurs ou irrégularités importantes sont soit prévenues, soit détectées en temps utile;
- l'efficacité et la rationalité des processus, la préservation des actifs et l'application des principes d'économie; et
- le respect du cadre réglementaire de l'UPOV et des autres règles et règlements en vigueur.

Ainsi, sur un plan opérationnel, le système de contrôle interne de l'UPOV n'est pas simplement une politique ou une procédure appliquée de manière ponctuelle, mais plutôt un processus continu mis en œuvre à tous les niveaux de l'UPOV au moyen de mécanismes de contrôle interne visant à atteindre les objectifs susmentionnés.

La présente déclaration est présentée conformément aux sept éléments du dispositif d'application du principe de responsabilité à l'UPOV (document CC/98/13), lui-même aligné sur le référentiel du COSO et le modèle des trois lignes¹.

Ma présente déclaration sur les processus de contrôle interne de l'UPOV s'applique à l'exercice qui s'achève le 31 décembre 2021 jusqu'à la date d'approbation des états financiers de l'UPOV pour 2021.

1. Planification axée sur les résultats

L'UPOV a mis en place des procédures de gestion axée sur les résultats, guidées par le Plan de développement stratégique et inscrites dans un programme et budget biennal approuvé par ses membres. L'examen et l'approbation du programme et budget de l'UPOV se font parallèlement à la présentation d'une vue d'ensemble de données financières, y compris les estimations budgétaires, les ressources disponibles et les mouvements des réserves, afin de mieux évaluer la viabilité financière de l'UPOV à moyen terme.

2. Gestion des performances et des risques

Des rapports complets et détaillés sont communiqués aux membres conformément au Règlement financier et au règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV, afin de garantir la clarté et la transparence des données financières et programmatiques de l'UPOV.

¹ <https://www.theiia.org/globalassets/documents/resources/the-iias-three-lines-model-an-update-of-the-three-lines-of-defense-july-2020/three-lines-model-updated-french.pdf>

En 2021, l'UPOV a continué de suivre les principaux risques, qui sont consignés dans le système de gestion des risques au niveau de l'Organisation et continueront d'être gérés et réévalués au fil du temps. Les risques critiques et le traitement approprié de ces risques ont été examinés de manière régulière. Il s'agit notamment des risques énoncés ci-après, auxquels nous avons été confrontés en 2021 et au-delà :

- *Risque de perturbation des activités lié à la pandémie*

La pandémie de COVID-19 a continué d'entraîner un certain nombre de risques pour l'accomplissement du programme, notamment en raison des restrictions de voyage (personnel du Bureau de l'UPOV et participants) et éventuellement en raison d'autres restrictions en place à l'intérieur du pays.

Contrôle et atténuation : entreprendre des activités de planification du travail, d'examen des risques et de replanification, le cas échéant. Accepter qu'il puisse y avoir des effets négatifs sur le niveau de performance atteint en 2022. Continuer à utiliser les capacités de réunion en mode virtuel et canaliser les fonds et les efforts vers ce domaine.

- *Risque relatif à l'orientation stratégique*

Le Plan de développement stratégique présente les priorités et les sources de recettes pour l'UPOV pour la période (2021 – 2025) et sert à orienter les travaux durant cette période. Toutefois, si les hypothèses de départ changent, ou si le plan ne répond pas de façon optimale aux défis recensés, il existe un risque du point de vue des résultats escomptés et de l'équilibre du budget.

Contrôle et atténuation : suivre les progrès et rester ouvert à l'amélioration du plan afin de fournir des informations sur la mise en œuvre du plan de développement stratégique et de présenter des propositions sur les ressources pour examen par le Comité consultatif. Le Comité consultatif a demandé que le plan de développement stratégique soit actualisé tous les deux ans.

- *Risque lié aux recettes*

Les recettes provenant d'UPOV PRISMA et de PLUTO reposent sur leur utilisation et, les données passées étant limitées, l'incertitude entourant les recettes pèse sur les recettes disponibles pour être dépensées.

Contrôle et atténuation : suivi étroit de l'utilisation et ajustement des plans conformément aux recettes prévues.

- *Risque de financement extrabudgétaire*

Les ressources extrabudgétaires provenant des membres constituent un élément essentiel du financement des opérations de l'UPOV (surtout des voyages), en particulier des activités de formation et d'assistance. Toute réduction de ces fonds extrabudgétaires pourrait avoir un impact négatif sur les capacités de l'UPOV de mener à bien son programme. En raison des restrictions de voyage imposées en 2022, les fonds peuvent ne pas pouvoir être utilisés, ce qui pourrait potentiellement limiter les financements futurs.

Contrôle et atténuation : continuer à démontrer aux donateurs les avantages qu'apportent leurs fonds extrabudgétaires. Étudier comment utiliser les fonds au mieux pour des dépenses autres que de voyage.

3. Mécanismes de suivi, de supervision et de recours; activités de contrôle

En tant que Secrétaire général de l'UPOV, je suis responsable en dernier ressort de l'efficacité des mécanismes de contrôle interne. Cette affirmation, articulée autour des "Trois lignes" ci-après, se fonde sur :

- Sous la "première ligne", le Secrétaire général adjoint de l'UPOV, qui répond des résultats escomptés, de la mise en œuvre des activités relevant du mandat de l'UPOV et de la gestion des ressources qui sont confiées. La lettre de déclaration de responsabilité du Secrétaire général adjoint confirme sa responsabilité s'agissant d'établir des systèmes et mécanismes de contrôle interne et de veiller à leur bon fonctionnement, en vue de présenter ou de détecter les cas de fraude et les erreurs graves. Au vu de ces éléments, j'en conclus que cette "première ligne" est saine.
- La "deuxième ligne" porte sur le rôle de la direction dans la gestion des risques de l'entreprise, notamment la conformité à notre cadre réglementaire, le comportement éthique, le contrôle interne, la sécurité des informations et des technologies, la durabilité et l'assurance qualité. L'assurance donnée repose sur un processus systématique d'auto-évaluation et de validation interne des contrôles exercés

au niveau des entités ainsi qu'au niveau des principaux processus à l'OMPI. Je suis convaincu que l'approche concernant la "deuxième ligne" est solide.

- La "troisième ligne" s'articule autour de la Division de la supervision interne (DSI) de l'OMPI, dont les services d'assurance et de conseil me sont fournis par l'intermédiaire du rapport annuel de l'OMPI établi par le directeur de la DSI, des rapports d'audit et d'évaluation internes et des rapports à l'intention de la direction résultant des enquêtes, ainsi que par les rapports de la DSI, le cas échéant, concernant l'UPOV. Le fait que la DSI procède à des audits à la fois de l'UPOV et de l'OMPI est source de synergie. L'évaluation de l'OMPI par la DSI me donne l'assurance qu'il n'y a pas eu de risques importants ou de défaillance de la gouvernance et des contrôles internes, tout en identifiant certains domaines à améliorer en permanence.
- Le vérificateur externe des comptes, dont le rapport, contenant ses opinions, observations et commentaires, est soumis au Comité consultatif et au Conseil de l'UPOV; je prends en considération les recommandations du vérificateur externe et j'ai pleinement confiance dans son travail.
- Les observations du Comité consultatif et du Conseil de l'UPOV.

Je m'assure en outre que des mécanismes de retour d'information sont en place pour les membres, que des services de résolution des plaintes des clients sont assurés par le Bureau de l'UPOV et que, pour le personnel de l'UPOV, un certain nombre de mécanismes formels et informels de résolution des conflits sont pertinents, grâce aux dispositions de l'OMPI.

4. Activités de contrôle

Un cadre complet de contrôles de gestion de l'OMPI est enregistré afin de garantir le fonctionnement efficace et rationnel des processus opérationnels de bout en bout, conformément au cadre réglementaire de l'Organisation. La solidité de ces contrôles est évaluée chaque année et il en est rendu compte dans le récapitulatif de l'UPOV.

En 2021, l'UPOV a fonctionné dans un environnement de travail hybride dans le cadre de l'avenir du travail et pour gérer les restrictions dues à la pandémie. Les activités de contrôle ont continué à être entreprises dans l'environnement hybride comme précédemment, garantissant le maintien d'un environnement de contrôle robuste.

5. Information et communication

L'UPOV tient un registre des principaux risques, et l'OMPI consigne les contrôles dans le système de gestion des risques de l'OMPI.

Le cadre de gouvernance de l'information et des données de l'OMPI est en place et une politique en matière de gestion des données de référence assure un contrôle directif pour la gestion des données essentielles et constitue un point de référence faisant autorité pour l'intégration dans l'architecture d'entreprise. Une politique de classification et de traitement de l'information permet un contrôle préventif permettant de mieux comprendre et appliquer les niveaux de confidentialité de l'information. Le portefeuille de solutions de planification des ressources de l'Organisation fournit un haut niveau de contrôle, y compris des contrôles de système au niveau transactionnel et des analyses de données.

6. Normes d'éthique et intégrité

Établi en 2010, le Bureau de la déontologie de l'OMPI est un bureau indépendant qui mène des activités de deuxième ligne visant à créer et entretenir une culture de déontologie, d'intégrité et de responsabilité et à renforcer ainsi le crédit et la crédibilité de l'OMPI. Le chef du Bureau de la déontologie, qui rend compte directement au Directeur général de l'OMPI, est chargé de veiller à la conception, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme efficace en matière de déontologie, en vue de renforcer l'intégrité, le respect des règles de déontologie et l'éthique dans la conduite des activités de l'Organisation. Le comportement et les activités du personnel de l'UPOV doivent toujours respecter les normes éthiques les plus strictes, définies dans le Code de déontologie de l'OMPI.

Le mandat et les attributions du Bureau de la déontologie comprennent la fourniture de conseils confidentiels et d'orientations sur des problèmes d'éthique et des normes de conduite, la promotion et l'élaboration de politiques en matière de déontologie et la sensibilisation aux questions d'éthique. Le rôle entièrement indépendant de protection des lanceurs d'alerte du Bureau de la déontologie contribue, en outre, à la création d'un climat de confiance et renforce la capacité de l'OMPI à répondre aux actes répréhensibles.

De plus, le Bureau de la déontologie administre la Politique de l'OMPI en matière de déclaration de situation financière et déclarations d'intérêts, laquelle s'applique également à l'UPOV et vise à : i) promouvoir la transparence et la responsabilité, ii) renforcer la confiance interne et celle du grand public dans l'intégrité de l'Organisation et iii) aider l'Organisation à gérer le risque de conflits d'intérêts réels ou apparents grâce à la divulgation, à l'atténuation et à la prévention.

L'OMPI a mis en place des contrôles visant à lutter contre la fraude, en conformité avec les bonnes pratiques et les normes internationales applicables, sur la base d'évaluations de risques, qui couvrent également l'UPOV. Le cadre complet de gouvernance de l'Organisation en matière de lutte contre la fraude contient des procédures visant à prévenir, à détecter et à gérer les cas de fraude et à collecter des données en la matière.

7. Environnement de contrôle

Un ensemble de contrôles exercés au niveau des entités représente les contrôles primordiaux et contribue à définir la culture de l'Organisation et son engagement envers les valeurs éthiques, la compétence et la responsabilité.

En ce qui concerne l'administration financière de l'UPOV, l'«Accord entre l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle et l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (Accord OMPI/UPOV)», signé le 26 novembre 1982, dispose ce qui suit :

«Article premier : Besoins de l'UPOV

«1) L'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne

[...]

«iv) l'administration financière de l'UPOV (encaissements et débours, comptabilité, contrôle financier interne, etc.);

[...]

«2) Les besoins de l'UPOV sont satisfaits sur une base de stricte égalité avec les besoins des diverses Unions administrées par l'OMPI.»

«Article 8 : Règlement administratif et financier de l'UPOV

«1) Sous réserve des autres articles du présent accord et des alinéas 2) et 3) du présent article, le Statut du personnel et le Règlement du personnel de l'OMPI ainsi que le Règlement financier et le règlement d'exécution du Règlement financier de l'OMPI, avec les modifications qui pourront y être apportées, s'appliquent mutatis mutandis aussi aux fonctionnaires du Bureau de l'UPOV et aux finances de l'UPOV, étant entendu que le Conseil de l'UPOV peut arrêter, en accord avec le Directeur général de l'OMPI, des dérogations ou additions à ces textes, auquel cas les dérogations et additions ainsi convenues prévalent. Les textes en question sont considérés comme constituant le règlement administratif et financier de l'UPOV mentionné dans l'article 201 de la Convention UPOV.

[...]

«3) Pour toutes les questions financières concernant l'UPOV, le contrôleur de l'OMPI est responsable devant le Conseil de l'UPOV.»

8. Conclusion

Compte tenu de ce qui précède, je conclus que, en l'état actuel de mes connaissances et des informations dont je dispose, il n'existe pas de carence de nature à nuire à la fiabilité des états financiers de l'UPOV ni de problème majeur qu'il conviendrait d'évoquer dans le présent document pour la période couverte.

Daren Tang
Secrétaire général

Date : le 25 juillet 2022

ÉTAT FINANCIER I : ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
au 31 décembre 2021
(en francs suisses)

		31 décembre 2021	31 décembre 2020
ACTIFS	Note		
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3	5 074 972	5 099 354
Comptes de débiteurs (opérations sans contrepartie directe)	4	89 957	186 635
Comptes de débiteurs (opérations avec contrepartie directe)	4	13 171	664
		<u>5 178 100</u>	<u>5 286 653</u>
Actifs non courants		<u>-</u>	<u>-</u>
TOTAL ACTIF		<u>5 178 100</u>	<u>5 286 653</u>
PASSIF			
Passifs courants			
Prestations au personnel	5	192 812	160 336
Montants à payer	6	-	858
Encaissements par anticipation	7	734 493	863 699
Autres passifs courants	8	617 984	686 034
		<u>1 545 289</u>	<u>1 710 927</u>
Passifs non courants			
Prestations au personnel	5	4 274 050	3 208 079
		<u>4 274 050</u>	<u>3 208 079</u>
TOTAL PASSIF		<u>5 819 339</u>	<u>4 919 006</u>
Fonds de réserve	11	792 975	1 058 651
Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	11	-2 009 225	-1 266 015
Fonds de roulement	11	575 011	575 011
ACTIFS NETS		<u>-641 239</u>	<u>367 647</u>

ÉTAT FINANCIER II : ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2021
(en francs suisses)

	Note	2021	2020
RECETTES	13		
Contributions		3 548 342	3 612 710
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)		383 578	278 566
Taxes relatives à l'utilisation d'UPOV PRISMA et de PLUTO		191 730	16 912
Autres recettes		21 853	3 878
TOTAL DES RECETTES		4 145 503	3 912 066
DÉPENSES	14		
Dépenses de personnel		2 633 734	2 333 148
Stages et bourses		-	24 282
Voyages, formations et subventions		13 240	36 862
Services contractuels		1 112 654	643 340
Dépenses de fonctionnement		651 551	621 186
Fournitures		-	4 175
TOTAL DES DÉPENSES		4 411 179	3 662 993
EXCÉDENT/(DÉFICIT) POUR L'ANNÉE		-265 676	249 073

ÉTAT FINANCIER III : ÉTAT DES VARIATIONS DES ACTIFS NETS
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2021
(en francs suisses)

	Note	Fonds de réserve	Gains/(pertes) actuariels sur actifs nets	Fonds de roulement	Actif net total
Actif net au 1^{er} janvier 2020	11	809 578	-473 818	560 845	896 605
Gains/(pertes) actuariels		-	-792 197	-	-792 197
Contributions au fonds de roulement		-	-	14 166	14 166
Virement à l'excédent cumulé		-	-	-	-
Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2020		-	-792 197	14 166	-778 031
Excédent/(déficit) pour l'année 2020 en cours		249 073	-	-	249 073
Actif net au 31 décembre 2020	11	1 058 651	-1 266 015	575 011	367 647
Gains/(pertes) actuariels		-	-743 210	-	-743 210
Contributions au fonds de roulement		-	-	-	-
Virement à l'excédent cumulé		-	-	-	-
Total des montants comptabilisés directement dans l'actif net en 2021		-	-743 210	-	-743 210
Excédent/(déficit) pour l'année 2021 en cours		-265 676	-	-	-265 676
Actif net au 31 décembre 2021	11	792 975	-2 009 225	575 011	-641 239

ÉTAT FINANCIER IV : ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2021
(en francs suisses)

	Note	2021	2020
Flux de trésorerie des activités opérationnelles			
Excédent/(déficit) pour l'année	état II	-265 676	249 073
Augmentation (diminution) des prestations au personnel	5	1 098 447	1 012 016
(Augmentation) diminution des créances	4	84 171	-66 247
Augmentation (diminution) des avances/compte clients	7	-129 206	95 595
Augmentation (diminution) d'autres passifs	8	-68 908	-176 324
Flux de trésorerie nets des activités opérationnelles		718 828	1 114 113
Flux de trésorerie des activités de financement			
Contributions au fonds de roulement	11	-	14 166
Flux de trésorerie nets des activités de financement		-	14 166
Impact de la comptabilisation des gains/(pertes) actuariels sur les actifs nets			
	5	-743 210	-792 197
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents		-24 382	336 082
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année	3	5 099 354	4 763 272
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année	3	5 074 972	5 099 354

**ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON ENTRE LES CRÉDITS ALLOUÉS ET
LES DÉPENSES RÉELLES 2021**
pour l'année s'achevant au 31 décembre 2021
(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2021 1)	Budget final 2021 1)	Montants effectifs sur une base comparable 2021	Différence 2021 2)
Recettes				
Contributions	3 473	3 473	3 548	75
Taxes relatives à l'utilisation d'UPOV PRISMA et de PLUTO	125	125	192	67
Autres	76	76	66	-10
Recettes totales	3 674	3 674	3 806	132
Dépenses				
Dépenses de personnel	2 470	2 470	2 366	-104
Stages et bourses	35	35	-	-35
Voyages, formations et subventions	263	263	3	-260
Services contractuels	283	283	784	501
Dépenses de fonctionnement	619	619	651	32
Fournitures	2	2	-	-2
Mobilier et matériel	2	2	-	-2
Dépenses totales	3 674	3 674	3 804	130
Résultat	-	-	2	2
Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)			-374	
Dépenses financées à partir du Fonds spécial pour des projets			-	
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire ³⁾			-268	
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires ³⁾			374	
Déficit net après ajustements IPSAS (état II)			-266	

- 1) - Le budget initial représente la deuxième année du budget du programme et budget approuvé pour l'exercice biennal 2020-2021.
- 2) - Représente l'écart entre le budget final et les recettes et dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS) pour l'année s'achevant au 31 décembre 2021.
- 3) - Les ajustements IPSAS apportés à l'excédent sont détaillés dans la note 12 des présents états financiers.

**ÉTAT FINANCIER V : ÉTAT DE COMPARAISON ENTRE LES MONTANTS BUDGÉTAIRES
ET LES MONTANTS RÉELS 2020-2021**
pour l'exercice biennal s'achevant au 31 décembre 2021
(en milliers de francs suisses)

	Budget initial 2020-2021	Budget final 2020-2021	Montants effectifs sur une base comparable 2020-2021	Différence 2020-2021
	1)	1)		2)
Recettes				
Contributions	6 946	6 946	7 096	150
Taxes relatives à l'utilisation d'UPOV PRISMA et de PLUTO	250	250	209	-41
Autres	151	151	99	-52
Recettes totales	7 347	7 347	7 404	57
Dépenses				
Dépenses de personnel	4 939	4 939	4 552	-387
Stages et bourses	70	70	24	-46
Voyages, formations et subventions	526	526	31	-495
Services contractuels	566	566	1 187	621
Dépenses de fonctionnement	1 238	1 238	1 273	35
Fournitures	4	4	4	-
Mobilier et matériel	4	4	-	-4
Dépenses totales	7 347	7 347	7 071	-276
Résultat	-	-	333	333
Fonds fiduciaires (avant ajustements IPSAS)			-221	
Dépenses financées à partir du Fonds spécial pour des projets			-	
Ajustements IPSAS apportés au programme et budget ordinaire ³⁾			-350	
Ajustements IPSAS apportés aux fonds fiduciaires ³⁾			221	
Déficit net après ajustements IPSAS (État II)			-17	

- 1) - Le budget initial représente le budget du programme et budget approuvé pour l'exercice biennal 2020-2021.
- 2) - Représente l'écart entre le budget final et les recettes et dépenses effectives sur une base comparable (avant ajustements IPSAS) pour l'exercice biennal s'achevant au 31 décembre 2021.
- 3) - Les ajustements IPSAS apportés à l'excédent sont détaillés dans la note 12 des présents états financiers.

NOTES RELATIVES AUX ÉTATS FINANCIERS

NOTE 1 : OBJECTIFS, GOUVERNANCE ET BUDGET DE L'UNION

L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est une organisation intergouvernementale ayant son siège à Genève. L'UPOV a pour mission de mettre en place et de promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de variétés dans l'intérêt de tous.

L'UPOV a été instituée par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (ci-après dénommée "Convention UPOV"), qui a été signée à Paris en 1961. La Convention est entrée en vigueur en 1968. Elle a été révisée à Genève en 1972, 1978 et 1991. L'Acte de 1991 est entré en vigueur le 24 avril 1998. Conformément à la Convention UPOV, l'Union a pour principaux objectifs :

- de mettre en place et de perfectionner la base juridique, administrative et technique d'une coopération internationale en matière de protection des obtentions végétales;
- d'aider les États et les organisations à établir des lois et mettre en œuvre un système efficace de protection des variétés végétales; et
- de renforcer la sensibilité et la compréhension du public à l'égard du système UPOV de protection des variétés végétales.

Conformément à l'article 25 de l'Acte de 1991 et à l'article 15 de l'Acte de 1978, le Conseil et le Bureau de l'Union sont les organes permanents de l'UPOV.

Le Conseil est l'organe directeur de l'UPOV et est composé des représentants des membres de l'Union. Le Conseil a pour mission de sauvegarder les intérêts et de favoriser le développement de l'UPOV, d'adopter son programme de travail et son budget et de prendre toutes les décisions nécessaires au bon fonctionnement de l'UPOV. Il se réunit en session ordinaire une fois par an. Il peut, si nécessaire, être convoqué en session extraordinaire. Le Conseil a créé plusieurs organes qui se réunissent une fois par an.

Le Bureau de l'Union assure le secrétariat de l'UPOV et est dirigé par le Secrétaire général. Les fonctionnaires du Bureau de l'UPOV, en dehors du Secrétaire général adjoint, sont placés sous la direction du Secrétaire général adjoint de l'UPOV. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), une institution spécialisée des Nations Unies. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme Secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Le Secrétaire général adjoint est chargé de la réalisation des résultats escomptés tels qu'ils sont indiqués dans le programme et budget approuvé. Selon l'accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour tout service fourni à l'UPOV et pour toute dépense engagée pour son compte.

L'UPOV est essentiellement financée par les contributions et les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) des membres de l'Union. L'UPOV exerce ses activités dans le cadre d'un programme et budget biennal. Le programme et budget proposé contient les estimations des recettes et des dépenses de l'exercice financier auquel il se rapporte. Il est soumis par le Secrétaire général au Comité consultatif pour discussion, observations et recommandations, ainsi que pour d'éventuelles modifications. Le Conseil adopte le programme et budget après examen du programme et budget proposé et des recommandations du Comité consultatif.

NOTE 2 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Convention utilisée pour la préparation

Ces états financiers ont été établis conformément aux Normes comptables internationales du secteur public (normes IPSAS). Les états financiers sont présentés en francs suisses, qui sont la devise fonctionnelle de référence de l'UPOV. Les politiques comptables ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les états financiers ont été établis sur la base du coût historique sauf indication contraire. L'état des flux de trésorerie est établi à l'aide de la méthode indirecte. Les états financiers ont été élaborés selon une méthode progressive et selon le principe de la continuité d'activité. L'état de la situation financière indique un solde d'actifs nets négatif au 31 décembre 2021, qui est lié à une augmentation des engagements au titre des prestations à long terme dues au personnel. Cela n'affecte pas la capacité de l'UPOV de poursuivre son activité. Le Conseil de l'UPOV a approuvé le programme et budget de l'Union pour l'exercice biennal 2022-2023 et il n'existe aucune intention de modifier les activités de l'UPOV.

La norme IPSAS 42, Prestations sociales, a été publiée en janvier 2019, avec une date de mise en œuvre initiale au 1^{er} janvier 2022. Cette date de mise en œuvre a été reportée au 1^{er} janvier 2023 en raison de la pandémie de COVID-19 et des défis qu'elle pose. Elle ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers de l'Union.

La norme IPSAS 43, Contrats de location, a été publiée en janvier 2022. Le Conseil des normes comptables internationales du secteur public (IPSASB) a approuvé l'IPSAS 43, avec une date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025. Elle ne devrait pas avoir d'incidence sur les états financiers de l'Union.

Monnaie étrangère

La monnaie fonctionnelle de l'UPOV est le franc suisse et les états financiers sont présentés dans cette monnaie. Toutes les opérations faites dans d'autres monnaies sont converties en francs suisses selon le taux de change opérationnel de l'Organisation des Nations Unies en vigueur à la date des opérations. Les profits comme les pertes, réalisés ou non, qui résultent de la liquidation de ces opérations et de la reconversion, à la date d'établissement des états financiers, des actifs et des passifs libellés dans d'autres monnaies que la monnaie fonctionnelle de l'UPOV, sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Information sectorielle

Un secteur est une activité distincte ou un groupe d'activités pour laquelle/lesquelles il est approprié de publier des informations financières séparées. À l'UPOV, l'information sectorielle est fondée sur les principales activités et sources de financement de l'UPOV. De ce fait, l'UPOV publie des informations financières distinctes pour deux secteurs : 1) le programme et budget ordinaire; et 2) les fonds fiduciaires. Les résultats de l'UPOV par secteur sont présentés dans les notes 12 et 13. Étant donné que les actifs et les passifs de l'UPOV ne sont pas gérés par segment, ces informations ne sont pas présentées dans les notes relatives aux états financiers.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent les fonds en caisse, les dépôts sur des comptes bancaires courants, les dépôts détenus jusqu'à 90 jours et d'autres placements à court terme très liquides qui sont facilement convertibles en espèces et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Créances

Les contributions sont comptabilisées dans les produits au début de l'année financière. Une indemnité pour pertes, égale aux arriérés de contributions pour les années antérieures au dernier exercice biennal, est intégralement comptabilisée pour tout membre redevable d'une contribution.

Équipement

L'équipement est évalué à la valeur d'achat diminuée de l'amortissement et de la dépréciation cumulés. L'équipement est comptabilisé en tant qu'immobilisation si son coût unitaire est supérieur ou égal à 5000 francs suisses. Au 31 décembre 2021, aucun élément n'était comptabilisé au titre de l'équipement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées selon leur coût, minoré de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur cumulées. Les licences de logiciels informatiques acquises sont comptabilisées sur la base des coûts engagés pour acquérir lesdits logiciels et les utiliser. Les coûts directement liés au développement de logiciels destinés à être utilisés par l'UPOV sont comptabilisés en tant qu'actifs incorporels si les critères de comptabilisation au titre de la norme IPSAS 31 sont remplis. Les coûts directs incluent les coûts du personnel chargé du développement des logiciels. Au 31 décembre 2021, aucun coût n'a été comptabilisé comme immobilisation incorporelle.

Prestations au personnel

Des provisions sont constituées pour l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), les primes de rapatriement et les voyages, ainsi que les jours de congé annuel accumulés à long terme, définies par un actuaire indépendant sur une base annuelle selon la méthode des unités de crédit projetées. En ce qui concerne l'obligation au titre de l'AMCS, les gains et pertes actuariels sont comptabilisés dans les actifs nets. En outre, des provisions sont constituées pour les jours de congé annuel accumulés à court terme, les congés dans les foyers différés, les heures supplémentaires réalisées, mais non payées, les prestations versées pour la cessation de service et pour les frais d'études payables à la date d'établissement des états financiers qui n'ont pas été comptabilisés dans les dépenses courantes.

En application de l'Accord OMPI/UPOV du 26 novembre 1982, l'UPOV est une organisation affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies ("la Caisse"), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer des prestations de retraite, de décès ou d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est une caisse à capitalisation finançant des prestations définies; elle est financée par de nombreux employeurs. Ainsi qu'il est indiqué à l'article 3.b) du règlement de la Caisse des pensions, peuvent s'affilier à la Caisse des pensions les institutions spécialisées ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose les organisations participantes à des risques actuariels liés aux fonctionnaires retraités et en poste d'autres organisations qui y participent, d'où l'absence de base cohérente et fiable pour répartir l'obligation, les actifs et les coûts de la Caisse entre les différentes organisations participantes. L'UPOV et la Caisse, tout comme d'autres organisations affiliées, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UPOV en ce qui concerne les obligations relatives à des prestations définies, les actifs et les coûts relatifs à des prestations définies, de manière suffisamment fiable à des fins comptables. L'UPOV a donc comptabilisé ce régime comme s'il s'agissait d'un régime à contributions déterminées sur la base de la norme IPSAS 39 portant sur les prestations au personnel. Les contributions de l'UPOV à la Caisse durant la période financière sont comptabilisées comme dépenses dans l'état de la performance financière.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation juridique ou implicite née d'un événement passé, qu'il est probable qu'une dépense sera nécessaire pour régler l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Comptabilisation des produits

Les produits d'opérations sans contrepartie directe tels que les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) fondés sur des accords ayant force exécutoire sont comptabilisés comme produits au moment où l'accord devient contraignant, à moins que l'accord ne prévoie des conditions relatives à des résultats spécifiques ou au remboursement de soldes non dépensés. Ces accords exigent la reconnaissance initiale d'une obligation de différer la comptabilisation des produits, les produits étant ensuite comptabilisés au fur et à mesure que l'obligation prévue par l'accord est remplie.

Les contributions sont comptabilisées comme produits au début de chaque année de l'exercice budgétaire sur laquelle porte la contribution. Les taxes UPOV PRISMA sont comptabilisées en tant que recettes au moment du dépôt d'une demande de protection des obtentions végétales.

Les contributions de services en nature ne sont pas comptabilisées dans les états financiers.

Comptabilisation des dépenses

Les dépenses sont comptabilisées lorsque les marchandises sont livrées et les services fournis.

Instruments financiers

Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, soit généralement au prix de transaction. Après la comptabilisation initiale, l'UPOV mesure ses actifs financiers au coût amorti.

La classification dépend du modèle de gestion de l'UPOV pour les actifs financiers et des caractéristiques de flux de trésorerie contractuels de ces actifs.

L'UPOV évalue de manière prospective les pertes sur créances escomptées associées à ses actifs financiers classés comme mesurés au coût amorti.

Passifs financiers

L'UPOV comptabilise initialement ses passifs financiers à leur juste valeur. Après la comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés au coût amorti.

Changement de la méthode comptable

L'UPOV comptabilise de manière rétroactive les effets des changements dont est l'objet la politique comptable. Ces effets sont appliqués de manière prospective si l'application rétrospective s'avère difficile. Il n'y a pas eu de changement dans la politique comptable en 2021.

Utilisation d'estimations

Les états financiers incluent nécessairement des montants fondés sur des estimations et des hypothèses établies par la direction. Les estimations prennent en considération, mais pas uniquement, l'AMCS et la prime de rapatriement et voyages (dont la valeur est calculée par un actuaire indépendant), les autres engagements liés aux prestations dues au personnel, le risque financier portant sur des comptes de débiteurs et les charges à payer. Les résultats réels peuvent s'écarter de ces estimations. L'évolution des estimations est répercutée au cours de l'exercice concerné.

NOTE 3 : TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
<i>(en francs suisses)</i>		
Dépôts bancaires	3 280 084	3 134 856
Total de la trésorerie disponible	3 280 084	3 134 856
Dépôts bancaires – fonds de roulement	575 011	575 011
Dépôts bancaires – fonds fiduciaires	189 381	446 596
Total de la trésorerie soumise à restriction	764 392	1 021 607
Dépôts bancaires – fonds détenus pour l'obligation au titre de l'AMCS	1 030 496	942 891
Total de la trésorerie stratégique	1 030 496	942 891
TOTAL DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	5 074 972	5 099 354

Les avoirs sont généralement placés sur des comptes bancaires à accès immédiat.

Les soldes de fonds de roulement sont considérés comme étant soumis à restrictions, bien que les intérêts perçus sur les soldes de fonds de roulement soient ajoutés aux fonds propres de l'UPOV. Les fonds fiduciaires détenus pour le compte de donateurs de ressources extrabudgétaires sont déposés dans la monnaie dans laquelle les dépenses seront comptabilisées, sur la base d'accords conclus avec les donateurs.

À sa trente-troisième session extraordinaire le 17 mars 2016, le Conseil de l'UPOV a décidé de placer sur un compte distinct les fonds alloués au financement futur des obligations de l'UPOV au titre de l'AMCS. Au 31 décembre 2021, le solde total de ces fonds s'élève à 1 030 496 francs suisses (942 891 francs suisses au 31 décembre 2020). Conformément à la décision prise par le Conseil à sa cinquante-troisième session ordinaire tenue le 1^{er} novembre 2019, les fonds sont placés sur l'un des principaux comptes bancaires de l'UPOV, mais gérés séparément des fonds d'exploitation au moyen d'une instruction de blocage actuellement en place avec la banque. L'UPOV gère les fonds au titre de l'AMCS conformément à la politique de l'OMPI en matière de placements, selon laquelle ils relèvent de la trésorerie stratégique.

NOTE 4 : COMPTES DÉBITEURS

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
	<i>(en francs suisses)</i>	
Créances à recevoir d'opérations sans contrepartie directe		
Contributions	89 957	184 968
Fonds de roulement	-	1 667
	<u>89 957</u>	<u>186 635</u>
Créances à recevoir d'opérations avec contrepartie directe		
Autres créanciers	13 171	664
	<u>13 171</u>	<u>664</u>
TOTAL DES COMPTES DÉBITEURS	<u>103 128</u>	<u>187 299</u>

Les contributions sont les recettes non perçues dans le cadre du système de contributions de l'UPOV. Le montant de la contribution annuelle de chaque membre de l'Union est calculé selon le nombre d'unités de contributions qui lui est appliqué (article 26 de l'Acte de 1978 et article 29 de l'Acte de 1991 de la Convention). Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants dus pour les périodes antérieures au dernier exercice biennal.

NOTE 5 : PRESTATIONS AU PERSONNEL

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
	<i>(en francs suisses)</i>	
Congés annuels – postes	30 242	49 927
Congés annuels – agents temporaires	8 544	1 580
Prime de rapatriement et voyages	40 858	34 665
Congé dans les foyers	19 325	12 045
Heures supplémentaires	7 060	1 261
Assurance maladie après la cessation de service	86 783	60 858
Total des obligations courantes pour prestations au personnel	192 812	160 336
Congés annuels	129 404	104 676
Prime de rapatriement et voyages	146 409	130 566
Assurance maladie après la cessation de service	3 998 237	2 972 837
Total des obligations non courantes pour prestations au personnel	4 274 050	3 208 079
TOTAL DES OBLIGATIONS POUR PRESTATIONS AU PERSONNEL	4 466 862	3 368 415

Les prestations à long terme dues au personnel comprennent l'assurance maladie après la cessation de service (AMCS), la prime de rapatriement et voyage et les congés annuels (postes) :

AMCS : les fonctionnaires (ainsi que leurs conjoints, leurs enfants et leurs survivants) peuvent, au moment de la retraite, souscrire à l'AMCS s'ils continuent de payer leur prime après la cessation de service. Selon le Statut et Règlement du personnel de l'OMPI, l'UPOV prend en charge 65% de la prime mensuelle d'assurance maladie. Depuis le 1^{er} janvier 2022, la prime mensuelle d'assurance maladie s'élève à 625,80 francs suisses pour les adultes et à 278 francs suisses pour les enfants.

Prime de rapatriement et voyage : l'Organisation a l'obligation contractuelle d'accorder des prestations telles que les primes de rapatriement, voyage et déménagement à certains fonctionnaires recrutés au niveau international, au moment de leur cessation de service.

Congé annuel (postes) : les congés annuels font partie de la catégorie des prestations à long terme dues aux fonctionnaires titulaires d'un engagement permanent, d'un engagement continu ou d'un engagement de durée déterminée. Les fonctionnaires en poste peuvent accumuler jusqu'à 15 jours de congé annuel pendant une année donnée et un total cumulé de 60 jours. Des mesures exceptionnelles ont été introduites compte tenu de la pandémie de COVID-19, afin qu'il soit possible d'accumuler jusqu'à 20 jours de congé annuel en 2020 et de reporter jusqu'à 80 jours de congé annuel accumulés de 2020 à 2021. Ces mesures ont été supprimées pour l'exercice clos au 31 décembre 2021. Au moment de la cessation de service, le fonctionnaire en poste qui a accumulé des jours de congé annuel peut recevoir un paiement pour les jours de congé annuel accumulés au lieu d'un montant équivalent à son traitement, jusqu'à un maximum de 60 jours.

Les engagements au titre des prestations au personnel relatifs à l'AMCS, à la prime de rapatriement et voyage et aux congés annuels (postes) sont calculés par un actuaire indépendant. Les hypothèses actuarielles ont une incidence significative sur les montants calculés pour les engagements au titre des prestations au personnel. Une description des facteurs qui influent sur l'ampleur de l'engagement au titre de l'assurance maladie après la cessation de service figure dans l'examen et l'analyse des états financiers qui précèdent les présents états financiers. Les principales hypothèses actuarielles appliquées au calcul des engagements à long terme au titre des prestations dues au personnel sont détaillées ci-dessous. Les taux d'escompte ont été déterminés au moyen de courbes de rendement d'obligations de sociétés AA :

31 décembre 2021			31 décembre 2020		
Assurance maladie après la cessation de service					
Escompte		0,50%			0,30%
Monnaie d'escompte		CHF, EUR, USD (ajusté)			CHF, EUR, USD (ajusté)
Taux tendanciel des dépenses de santé		2,50%			2,90%
Coût annuel des demandes de remboursement de soins (par âge) :	Coûts des remboursements CHF	Taux de prime par âge	Coûts des remboursements CHF	Taux de prime par âge	
50	5 088	n.d.	2 189	10,00%	
55	5 673	n.d.	3 525	10,00%	
60	6 639	n.d.	5 677	8,00%	
65	8 800	n.d.	8 342	4,00%	
70	10 387	n.d.	10 149	2,00%	
75	11 353	n.d.	11 205	1,00%	
80	15 319	n.d.	11 776	0,00%	
85	15 781	n.d.	11 776	0,00%	
Prime de rapatriement et voyages					
Escompte		2,60%			2,10%
Monnaie d'escompte		USD			USD
Taux d'augmentation des salaires		2,63%			2,71%
Congés annuels (postes)					
Escompte		0,20%			0,00%
Monnaie d'escompte		CHF			CHF
Taux d'augmentation des salaires		Taux de la CCPNU			Taux de la CCPNU

La valeur actuelle des obligations relatives à des prestations définies en matière d'assurance maladie après la cessation de service est calculée selon la méthode des unités de crédit projetées et par soustraction des futures sorties de trésorerie estimées. En vertu des normes IPSAS, les obligations au titre de l'AMCS de l'UPOV sont considérées comme non financées, car aucun actif du régime n'est détenu par un fonds ou une entité juridiquement distincts, et par conséquent, aucun actif du régime n'est déduit du passif tel que comptabilisé dans l'état de la situation financière. Il convient toutefois de noter que l'UPOV détient des fonds alloués au financement futur de ses engagements au titre de l'AMCS (voir la note 3). Le tableau ci-dessous détaille les dépenses au titre de l'AMCS comptabilisées dans l'état de la performance financière :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
<i>(en francs suisses)</i>		
Coût des intérêts	9 010	10 026
Frais administratifs courants	336 295	242 272
Dépenses comptabilisées dans l'état de la performance financière	345 305	252 298

Le tableau ci-dessous détaille l'évolution de l'obligation au titre des prestations définies dans le cadre de l'AMCS, y compris l'impact des gains/(pertes) actuariels :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
<i>(en francs suisses)</i>		
Montant des obligations au début de l'année	3 033 695	2 026 390
Coût des intérêts	9 010	10 026
Frais administratifs courants	336 295	242 272
Contribution versée	-37 190	-37 190
(Gains)/pertes actuarielles sur les obligations :		
(Gains)/pertes liés à l'expérience	10 890	18 635
<i>Taux tendanciel des dépenses de santé</i>	-346 842	-55 111
<i>Taux d'escompte</i>	-165 098	117 602
(Gains)/pertes sur l'évolution des hypothèses financières	-511 940	62 491
<i>Remboursements médicaux par âge</i>	1 302 972	735 080
<i>Autres hypothèses démographiques</i>	-58 712	-24 009
(Gains)/pertes par rapport à la modification des hypothèses démographiques	1 244 260	711 071
Obligations au titre des prestations définies comptabilisées à la fin de l'année	4 085 020	3 033 695

Ainsi qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus, la principale évolution des engagements au titre de l'AMCS en 2021 résulte des pertes actuarielles liées aux modifications des hypothèses relatives aux coûts des remboursements des frais médicaux. Pour le calcul des engagements de 2021, l'actuaire indépendant a effectué une analyse détaillée des données relatives au coût des demandes de remboursement, à partir de laquelle il a élaboré une hypothèse actualisée, fondée sur des demandes de remboursement de frais médicaux réelles, afin de mieux rendre compte du coût de fourniture des prestations médicales après la cessation de service. Ce passage à un mode de calcul basé sur des demandes de remboursement de frais médicaux détaillées a également eu pour résultat une augmentation de 65% à 73% de la part de l'UPOV des coûts liés à l'AMCS. Cela correspond à l'hypothèse selon laquelle, si les cotisations des retraités restent constantes à 35% des primes d'assurance médicale, elles représentent une part proportionnellement plus faible des coûts réels de l'assurance maladie après la cessation d'emploi. Pour 2020, l'hypothèse du coût des demandes de remboursement de frais médicaux a été calculée à partir des primes d'assurance maladie, en appliquant un facteur de classement en fonction de l'âge. Aucune modification particulière n'a été apportée aux hypothèses actuarielles de 2020 ou de 2021, y compris celles se rapportant aux demandes de remboursement de frais médicaux ou au taux de mortalité, en raison de la pandémie de COVID-19. Les contributions, qui représentent la part des primes d'assurance maladie payée par l'Union au titre de l'AMCS se sont élevées à 37 190 francs suisses pour 2021 (37 190 francs suisses en 2020). Le montant des versements au titre de l'AMCS prévus en 2022, représentant le coût des demandes de remboursement de frais médicaux, est de 86 783 francs suisses. La durée de la moyenne pondérée des obligations relatives à des prestations définies au 31 décembre 2021 était de 20 ans. Le tableau ci-dessous détaille la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies et des ajustements liés à l'expérience concernant l'obligation au titre de l'assurance maladie après la cessation de service pour 2021 et les quatre années précédentes :

	2021	2020	2019	2018	2017
<i>(en francs suisses)</i>					
Obligations relatives à des prestations définies	4 085 020	3 033 695	2 026 390	2 235 639	2 209 461
Ajustements issus de l'expérience relatifs (au gain)/ à la perte sur les engagements	10 890	18 635	-511 380	2 503	-98 740

Les hypothèses actuarielles ont une incidence significative sur les montants calculés pour les engagements au titre de l'AMCS. L'analyse de sensibilité ci-après montre comment le montant de l'obligation au titre des prestations définies aurait évolué en fonction de changements au niveau des hypothèses actuarielles significatives, du taux d'escompte et du taux d'augmentation de la prime maladie. Les variations en pourcentage utilisées dans l'analyse sont considérées comme raisonnables compte tenu de l'évolution passée :

	Baisse de 1% du taux tendanciel des dépenses de santé (1,50%)	Taux tendanciel effectif des dépenses de santé (2,50%)	Augmentation de 1% du taux tendanciel des dépenses de santé (3,50%)
	<i>(en francs suisses)</i>		
Montant des obligations au 31 décembre 2021	3 404 944	4 085 020	4 957 240
Taux de variation	-16,6%		21,4%

	Baisse de 0,25% du taux d'actualisation (0,25%)	Taux d'actualisation effectif (0,50%)	Augmentation de 0,25% du taux d'actualisation (0,75%)
	<i>(en francs suisses)</i>		
Montant des obligations au 31 décembre 2021	4 292 851	4 085 020	3 891 083
Taux de variation	5,1%		-4,7%

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies

Conformément au règlement de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, le comité mixte de ladite Caisse devra faire établir une évaluation actuarielle de la Caisse par un actuaire indépendant au moins une fois tous les trois ans. Dans la pratique, à ce jour, le comité mixte a effectué cette évaluation actuarielle tous les deux ans, à l'aide de la méthode des agrégats avec entrants. Cette évaluation actuarielle a pour objectif premier de déterminer si les avoirs actuels et futurs estimés de la Caisse des pensions seront suffisants pour honorer son passif.

Sur le plan financier, l'OMPI est tenue de verser à la Caisse des pensions sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies (actuellement de 7,9% pour les participants et 15,8% pour les organisations membres) plus la part de tous les paiements actuariels dus à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse. Les sommes nécessaires pour combler le déficit ne sont dues que dès lors que l'Assemblée générale des Nations Unies a invoqué la disposition de l'article 26 après avoir constaté qu'une évaluation actuarielle justifie – au moment de l'évaluation – que le déficit soit comblé. Chaque organisation affiliée contribue au comblement du déficit au prorata des cotisations totales qu'elle a versées pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle.

La dernière évaluation actuarielle de la Caisse a été réalisée au 31 décembre 2019, et l'évaluation au 31 décembre 2021 est actuellement en cours. Les données sur la participation au 31 décembre 2019 seront reportées au 31 décembre 2020 par la Caisse pour l'établissement de ses états financiers de 2020.

L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2019 a entraîné un ratio de capitalisation des actifs actuariels de 144,4%, en supposant qu'il n'y ait pas d'ajustement des pensions à l'avenir. Ce taux de capitalisation était de 107,1% lors de la prise en compte du système actuel d'ajustements de pensions.

À la suite de son évaluation actuarielle de la caisse de pensions, l'actuaire indépendant a conclu qu'au 31 décembre 2019 il n'était pas nécessaire de procéder à un paiement à titre compensatoire en vertu de l'article 26 des statuts de la Caisse de pensions. En effet, la valeur actuarielle de l'actif était supérieure à la valeur actuarielle des charges à payer par ladite caisse. En outre, à la date de cette évaluation, la valeur

commerciale des actifs était également supérieure à la valeur actuarielle de toutes les charges à payer. À la date d'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale n'a pas invoqué la disposition de l'article 26.

Si l'article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit actuariel, que ce soit durant le fonctionnement en cours de la Caisse ou en raison de la cessation de l'affiliation, les paiements dus à titre compensatoire de la part de chaque organisation membre seraient calculés au prorata des cotisations que l'organisation membre a versées aux cotisations totales de la Caisse des pensions pendant les trois années précédant l'évaluation actuarielle. Les cotisations totales versées à la Caisse au cours des trois années précédentes (2018, 2019 et 2020) s'élevaient à 7993,15 millions de dollars É.-U. et les cotisations de l'UPOV ont représenté 0,017% de ces cotisations (cotisations des participants et de l'UPOV).

En 2021, le montant des cotisations (y compris les cotisations de l'UPOV seule) versées à la Caisse était de 322 456 francs suisses (293 809 francs suisses en 2020). En 2022, les cotisations à payer devraient représenter quelque 332 534 francs suisses.

Il peut être mis fin à l'affiliation d'une organisation par décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, prise sur recommandation en ce sens du comité mixte. Une part proportionnelle des avoirs totaux de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin est versée à l'organisation affiliée pour être utilisée au bénéfice exclusif de ses fonctionnaires qui étaient participants à la Caisse à cette date, selon des modalités arrêtées d'un commun accord entre l'organisation et la Caisse. Le montant de cette part proportionnelle est fixé par le comité mixte sur la base d'une évaluation actuarielle des avoirs et des engagements de la Caisse à la date où l'affiliation prend fin; le montant ne comprend aucune fraction de l'excédent des avoirs sur les engagements.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à une vérification annuelle de la Caisse des pensions et présente chaque année un rapport à la Caisse et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse des pensions publie des rapports trimestriels sur ses placements qui peuvent être consultés en ligne à l'adresse <https://www.unjspf.org/fr/>.

NOTE 6 : MONTANTS À PAYER

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
<i>(en francs suisses)</i>		
Montants des taxes dues aux services de protection des obtentions végétales	-	858
TOTAL DES MONTANTS À PAYER	-	858

Au 31 décembre 2021, il n'y avait pas de taxes en souffrance qui n'avaient pas été transférées aux services de protection des obtentions végétales (contre 858 francs suisses au 31 décembre 2020).

NOTE 7 : ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
<i>(en francs suisses)</i>		
Paiement anticipé de contributions	650 596	405 438
Produits sans contrepartie directe différés	83 897	458 261
TOTAL DES ENCAISSEMENTS PAR ANTICIPATION	734 493	863 699

Les contributions reçues d'avance sont comptabilisées comme passif d'encaissement par anticipation et comme produits au cours de l'année à laquelle elles se rapportent. Les ressources extrabudgétaires versées par les donateurs aux fonds fiduciaires assortis de conditions exigeant de l'UPOV de fournir des services aux gouvernements bénéficiaires ou à d'autres tiers sont comptabilisées en tant que recettes différées jusqu'à ce que les services visés par les ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) soient fournis, après quoi les recettes sont comptabilisées.

NOTE 8 : AUTRES PASSIFS COURANTS

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
	<i>(en francs suisses)</i>	
Montants dus à l'OMPI	617 984	686 034
TOTAL DES AUTRES PASSIFS COURANTS	617 984	686 034

Les autres passifs courants sont les montants dus à l'OMPI, correspondant aux services fournis dans le cadre de l'Accord OMPI/UPOV.

NOTE 9 : PASSIFS ÉVENTUELS

L'UPOV n'a pas de passifs éventuels au 31 décembre 2021.

NOTE 10 : TRANSACTIONS AVEC UNE PARTIE LIÉE

Le Conseil de l'UPOV est composé des représentants des membres de l'Union. Ils ne reçoivent aucune rémunération de l'UPOV.

L'UPOV ne détient aucune participation dans des associations ou des coentreprises et n'a aucune entité contrôlée. En 1982, un accord de coopération (l'Accord OMPI/UPOV) a été signé entre l'UPOV et l'OMPI. Conformément à cet accord, le Conseil de l'UPOV nomme comme secrétaire général de l'UPOV le Directeur général de l'OMPI. Selon l'accord, l'OMPI satisfait les besoins de l'UPOV en ce qui concerne l'espace, le personnel, les finances, les achats et d'autres tâches administratives. L'UPOV indemnise l'OMPI pour le coût de ces services conformément aux conditions prévues dans l'accord susmentionné. En 2021, l'UPOV a versé 618 000 francs suisses à l'OMPI pour couvrir le coût de ces services, somme que l'UPOV a comptabilisée dans ses frais de fonctionnement pour l'année. En outre, l'UPOV a remboursé l'OMPI des fonds décaissés pour son compte. Conformément à cet accord, le Bureau de l'Union exerce ses fonctions de façon entièrement indépendante de l'OMPI.

Le personnel de direction essentiel comprend le Secrétaire général, le Secrétaire général adjoint et les administrateurs en poste. Le Directeur général actuel de l'OMPI a refusé de percevoir tout traitement ou indemnité pour ses fonctions de secrétaire général de l'UPOV. Les autres principaux dirigeants sont rémunérés par l'UPOV. La rémunération globale versée aux principaux dirigeants comprend les salaires, les indemnités, les voyages officiels et d'autres prestations versées en conformité avec le Statut et Règlement du personnel. Les principaux dirigeants participent à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies à laquelle le personnel et l'UPOV contribuent et peuvent également participer au régime d'assurance maladie collective.

L'enveloppe de rémunération des principaux dirigeants est indiquée ci-après (il convient de noter que le tableau ne comprend pas le Secrétaire général étant donné qu'il ne reçoit aucune rémunération de l'UPOV) :

	2021		2020	
	Nombre de personnes	Enveloppe de rémunération	Nombre de personnes	Enveloppe de rémunération
	<i>(sur une base d'équivalents temps plein)</i>	<i>(en francs suisses)</i>	<i>(sur une base d'équivalents temps plein)</i>	<i>(en francs suisses)</i>
Personnel de direction essentiel	6,00	1 404 418	6,67	1 540 261

Aucune autre rémunération ou indemnité n'a été versée à des hauts dirigeants ou à des membres proches de leur famille.

NOTE 11 : ACTIFS NETS

	31 décembre 2020	Excédent du programme et budget pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Déficit des fonds fiduciaires pour l'année (avant les ajustements IPSAS)	Ajustements IPSAS pour l'année	Virement au Fonds de réserve	31 décembre 2021
<i>(en francs suisses)</i>						
Excédent/(déficit) du programme et budget	-	1 955	-	-267 631	265 676	-
Excédent/(déficit) des fonds fiduciaires	-	-	-374 364	374 364	-	-
Fonds de réserve	1 058 651	-	-	-	-265 676	792 975
Fonds spécial pour des projets	-	-	-	-	-	-
Gains/pertes actuariels sur actifs nets	-1 266 015	-	-	-743 210	-	-2 009 225
Fonds de roulement	575 011	-	-	-	-	575 011
ACTIFS NETS	367 647	1 955	-374 364	-636 477	-	-641 239

En vertu de l'article 4.2 de son Règlement financier, l'UPOV dispose d'un fonds de roulement. Au 31 décembre 2021, le montant du fonds de roulement s'établit à 575 011 francs suisses. Selon les dispositions de cet article, le fonds de roulement est destiné à :

- a) couvrir les dépenses inscrites au budget, dans l'attente du paiement des contributions des membres de l'UPOV;
- b) couvrir les dépenses de caractère imprévu et obligatoire, découlant de l'exécution du programme adopté;
- c) couvrir toute autre dépense qui serait décidée par le Conseil.

Les avances provenant du fonds de roulement pour couvrir les dépenses susmentionnées doivent être remboursées conformément aux dispositions de l'article 4.2.

Le fonds de réserve représente les soldes cumulés de l'UPOV. Conformément à l'article 4.6 du Règlement financier de l'UPOV, révisé par le Conseil de l'UPOV en octobre 2020, l'utilisation du fonds de réserve à des fins autres que pour couvrir un déficit relève de la décision du Conseil. Si, après la clôture de l'exercice financier, le montant du fonds de réserve dépasse 15% des recettes totales pour l'exercice financier, le Conseil décide de l'utilisation de l'excédent de recettes par rapport aux dépenses pour l'exercice financier.

Depuis la mise en œuvre de la norme IPSAS 39 en 2017, les gains et pertes actuariels au titre de l'AMCS doivent être comptabilisés directement dans les actifs nets. Au 31 décembre 2021, le montant des pertes actuarielles au sein des actifs nets est de 2 009 225 francs suisses en raison de pertes actuarielles d'un montant de 743 210 francs suisses comptabilisées en 2021.

NOTE 12 : RAPPROCHEMENT ENTRE L'ÉTAT DE COMPARAISON BUDGÉTAIRE (ÉTAT V) ET L'ÉTAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE (ÉTAT II)

Le programme et budget de l'UPOV est établi sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée, conformément au Règlement financier et au règlement d'exécution du Règlement financier de l'UPOV, et est approuvé par le Conseil. Le programme et budget ordinaire pour l'exercice 2020-2021 prévoyait un budget estimé pour les recettes et les dépenses de 7 347 000 francs suisses.

Pour 2021, la deuxième année de l'exercice biennal, le budget initial et le budget final étaient estimés à 3 673 500 francs suisses pour les recettes et les dépenses. Le montant des recettes réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la deuxième année de l'exercice biennal s'est établi à 3 806 054 francs suisses. Le montant des dépenses réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour la deuxième

année de l'exercice biennal s'est élevé à 3 804 098 francs suisses. Pour l'exercice biennal 2020-2021, le budget initial et le budget final étaient estimés à 7 347 000 francs suisses pour les recettes et les dépenses. Le montant des recettes réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour l'exercice biennal s'est établi à 7 404 369 francs suisses. Le montant des dépenses réelles sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée pour l'exercice biennal s'est élevé à 7 070 611 francs suisses. Le rapport sur la performance de l'UPOV pour l'exercice biennal 2020-2021 contient une explication des différences significatives entre les montants réels et les montants inscrits au budget.

Le budget et les comptes financiers de l'UPOV sont établis selon deux méthodes différentes. L'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations des actifs nets et l'état des flux de trésorerie sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale, tandis que l'état de comparaison des montants budgétaires et des montants réels (état V) est préparé sur la base d'une comptabilité d'exercice modifiée.

Comme l'exige la norme IPSAS 24, les montants réels présentés sur une base comparable avec le budget dans l'état V sont rapprochés des montants réels présentés dans les états financiers en identifiant séparément toutes les différences relatives à la base, au choix du moment et à l'entité. Le budget de l'UPOV est adopté par le Conseil sur une base biennale, cependant, des estimations distinctes sont préparées pour chacune des deux périodes annuelles. Il n'y a aucune différence temporaire à signaler. Les différences relatives à la base se produisent lorsque le budget approuvé est préparé sur une base autre que sur la base d'une comptabilité d'exercice intégrale. Les différences relatives à la base comprennent la comptabilisation intégrale des engagements liés aux prestations dues au personnel, des indemnités et des provisions. Les différences d'entité correspondent à l'inclusion dans les états financiers de l'UPOV des fonds fiduciaires qui ne font pas partie du programme et budget ordinaire de l'UPOV. Les différences de présentation, le cas échéant, peuvent correspondre au traitement des achats d'équipements en tant qu'activités de placement dans l'état IV plutôt qu'en tant qu'activités opérationnelles dans l'état V.

	2021			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	<i>(en francs suisses)</i>			
Montant réel sur une base comparable (état V)	1 955	-	-	1 955
Changements dans les engagements liés aux prestations au personnel	-267 631	-	-	-267 631
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	374 364	-	-	374 364
Total des différences relatives à la base	106 733	-	-	106 733
Fonds fiduciaires	-374 364	-	-	-374 364
Total des différences relatives à l'entité	-374 364	-	-	-374 364
Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)	-265 676	-	-	-265 676

	2020-2021			Total
	Activités opérationnelles	Activités de placement	Activités de financement	
	<i>(en francs suisses)</i>			
Montant réel sur une base comparable (état V)	333 758	-	-	333 758
Changements dans les comptes de débiteurs	64 368	-	-	64 368
Changements dans les engagements liés aux prestations au personnel	-414 729	-	-	-414 729
Report des recettes provenant des fonds fiduciaires	220 513	-	-	220 513
Total des différences relatives à la base	-129 848	-	-	-129 848
Fonds fiduciaires	-220 513	-	-	-220 513
Dépenses financées à partir du Fonds spécial pour des projets	-	-	-	-
Total des différences relatives à l'entité	-220 513	-	-	-220 513
Montant réel dans l'état de la performance financière (état II)	-16 603	-	-	-16 603

NOTE 13 : RECETTES

	Programme et budget ordinaire 2021	Fonds fiduciaires 2021	Opérations intersegments 2021	TOTAL 2021	TOTAL 2020
<i>(en francs suisses)</i>					
RECETTES					
Contributions	3 548 342	-	-	3 548 342	3 612 710
Ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires)	-	383 578	-	383 578	278 566
Taxes au titre d'UPOV PRISMA et de PLUTO	191 730	-	-	191 730	16 912
Autres recettes	21 853	-	-	21 853	3 878
Frais d'appui aux programmes	44 128	-	-44 128	-	-
TOTAL DES RECETTES	3 806 053	383 578	-44 128	4 145 503	3 912 066

Les contributions versées au titre du programme et budget ordinaire correspondent aux montants payables en janvier 2021. Les ressources extrabudgétaires et les fonds fiduciaires représentent les recettes perçues relatives aux contributions versées par les donateurs pour des projets individuels qui ne figurent pas dans le programme et budget ordinaire. Les recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) sont reportées jusqu'à ce qu'elles soient réalisées par la prestation des services spécifiques prévus dans le programme de travail convenu avec le donateur.

NOTE 14 : DÉPENSES

	Programme et budget ordinaire 2021	Fonds fiduciaires 2021	Opérations intersegments 2021	TOTAL 2021	TOTAL 2020
<i>(en francs suisses)</i>					
DÉPENSES					
Dépenses de personnel	2 633 734	-	-	2 633 734	2 333 148
Stages et bourses	-	-	-	-	24 282
Voyages, formations et subventions	3 116	10 124	-	13 240	36 862
Services contractuels	783 842	328 812	-	1 112 654	643 340
Dépenses de fonctionnement	651 037	514	-	651 551	621 186
Fournitures	-	-	-	-	4 175
Frais d'appui aux programmes	-	44 128	-44 128	-	-
TOTAL DES DÉPENSES	4 071 729	383 578	-44 128	4 411 179	3 662 993

Les dépenses de personnel incluent les prestations à court terme telles que le salaire de base, l'indemnité de poste, l'allocation familiale, la cotisation à la retraite, les cotisations sociales, les congés dans les foyers et d'autres prestations pour les fonctionnaires et les fonctionnaires temporaires. Depuis la mise en œuvre des normes IPSAS, les dépenses de personnel incluent les changements dans les obligations relatives aux prestations au personnel.

Les voyages, les formations et les subventions comprennent les frais de voyage en avion, les indemnités journalières de subsistance, les faux frais au départ et à l'arrivée et d'autres coûts de voyage pour les fonctionnaires en mission, et les déplacements pour les participants et les conférenciers dans le cadre d'activités de formation. Les services contractuels comprennent les contrats de louage de services de traducteurs, d'interprètes et d'autres personnes qui ne sont pas membres du personnel. Les dépenses de fonctionnement comprennent des éléments tels que la location et l'entretien des locaux et les frais bancaires.

NOTE 15 : INSTRUMENTS FINANCIERS

L'UPOV est exposée à des risques de liquidité, de taux d'intérêt, de change et de crédit pendant le cours normal de ses opérations. La présente note donne des informations sur l'exposition de l'UPOV à chacun de ces risques ainsi que sur les politiques et processus d'évaluation et de gestion des risques.

Sauf si le Conseil en décide autrement, la politique de placements de l'UPOV est la même que celle de l'OMPI en ce qui concerne la "trésorerie d'exploitation". Le Secrétaire général peut demander l'avis du Comité consultatif sur les placements de l'OMPI pour des questions concernant exclusivement l'UPOV. Le Secrétaire général informe régulièrement le Comité consultatif des placements ainsi effectués. Le pouvoir d'effectuer et de gérer avec prudence des placements conformément à la politique de placement est délégué au contrôleur de l'OMPI. Cette politique a été révisée entièrement et adoptée en 2015 par la cinquante-cinquième série de réunions des assemblées des États membres de l'OMPI. Certaines modifications apportées à la politique en matière de placements ont été adoptées à la cinquante-septième série de réunions en 2017. La politique révisée comprend deux politiques particulières en matière de placements, dont l'une concerne la trésorerie d'exploitation et les fonds propres et l'autre la trésorerie stratégique. La trésorerie d'exploitation correspond à la trésorerie dont l'UPOV a besoin pour répondre à ses besoins de paiements courants. Les fonds propres correspondent au solde de trésorerie restant après déduction de la trésorerie d'exploitation et de la trésorerie stratégique. La trésorerie stratégique est celle qui a été mise de côté pour financer les engagements pris au titre de l'assurance maladie après cessation de service, y compris l'AMCS.

Présentation des instruments financiers

Les instruments financiers sont classés comme suit :

Actifs et passifs financiers	Catégorie
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût amorti
Créances	Coût amorti
Dettes fournisseurs et charges à payer	Coût amorti
Montants à payer	Coût amorti

Les valeurs comptables des catégories d'actifs et de passifs financiers sont les suivantes :

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
	<i>(en francs suisses)</i>	
Actifs financiers		
Coût amorti	5 178 100	5 286 653
Valeur comptable totale	5 178 100	5 286 653
Passifs financiers		
Coût amorti	617 984	686 892
Valeur comptable totale	617 984	686 892

Justes valeurs

La juste valeur des actifs et passifs financiers est incorporée au montant auquel l'instrument pourrait être échangé dans une transaction entre parties consentantes autre qu'une vente forcée ou une liquidation. Les dépôts en liquide et à court terme, les créances provenant des opérations de change, les comptes de créanciers et autres passifs courants sont proches de leurs valeurs comptables en raison des échéances à court terme de ces instruments. Les créances provenant des opérations qui ne sont pas des opérations de change sont évaluées par l'Union sur la base de paramètres tels que les taux d'intérêt et les caractéristiques de risque. Le cas échéant, une provision est constituée pour compenser la valeur des comptes provenant des contributions. Cette provision couvre les montants des arriérés de contributions antérieurs à l'exercice biennal précédent. Aux fins des actifs et passifs financiers de l'UPOV à la date d'établissement des états financiers, la valeur comptable est équivalente à la juste valeur.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de pertes financières pour l'UPOV si les contreparties des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles; il émane principalement des montants à recevoir

ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximum au risque de crédit. Aux fins de l'établissement des rapports financiers, l'UPOV calcule les provisions pour pertes sur créances escomptées associées à ses actifs financiers.

Les comptes débiteurs de l'UPOV proviennent presque exclusivement des membres de l'Union représentant des États souverains et des organisations intergouvernementales compétentes, ce pour quoi les risques de crédit sont considérés comme mineurs.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ne peuvent être confiés qu'à des institutions ayant une notation à court terme de A-2/P-2 ou une notation à long terme de A/A2. Par conséquent, les notes de crédit associées à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie au 31 décembre 2021 sont les suivantes :

Notation	A-1 S&P court terme	Total
<i>(en francs suisses)</i>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5 074 972	5 074 972
Pourcentage	100,0%	100,0%

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que court l'UPOV de ne pas pouvoir s'acquitter de ses obligations dans les délais voulus. L'UPOV n'est pas fortement exposée au risque de liquidité car elle dispose de fonds de trésorerie considérables. La politique en matière de placements exige que la trésorerie d'exploitation et les fonds propres soient placés de sorte à garantir la disponibilité des liquidités nécessaires pour répondre aux besoins en flux de trésorerie de l'UPOV. Les soldes de trésorerie d'exploitation font l'objet de placements à court terme (périodes ayant une échéance de moins de 12 mois) dans des classes d'actifs à faible risque, facilement convertibles en liquidités à coût faible, voire nul. Les fonds propres font l'objet de placements à moyen terme (périodes de 12 mois minimum), de manière à ce qu'une partie d'entre eux soit accessible occasionnellement, ce qui permettrait à l'avenir, par exemple, d'échelonner les paiements importants. La trésorerie stratégique doit être placée sur le long terme et n'a actuellement pas besoin de liquidités à court ou moyen terme.

Risque de change

L'UPOV perçoit des recettes provenant des ressources extrabudgétaires (fonds fiduciaires) et engage des dépenses dans d'autres monnaies que sa monnaie fonctionnelle (le franc suisse) et elle est donc exposée à un risque de change lié à l'évolution des cours de change. L'UPOV n'a pas recours à des instruments financiers dérivés pour se protéger contre le risque de change.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque des variations des prix du marché, comme les taux d'intérêt, qui affectent le revenu de l'Union ou la valeur de ses instruments financiers. L'UPOV n'est pas exposée au risque de marché.

NOTE 16 : ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE D'ÉTABLISSEMENT DES ÉTATS FINANCIERS

La date d'établissement des états financiers de l'UPOV a été fixée au 31 décembre 2021 et leur publication à la même date que celle de l'avis des vérificateurs de comptes externes.

Aucun événement significatif – favorable ou défavorable – susceptible d'avoir une incidence importante sur les présents états financiers n'a eu lieu entre la date d'établissement de ceux-ci et la date à laquelle leur publication a été autorisée.

[Fin de l'annexe et du document]